

18.11.2024 - 10ème séance

Dr. Maurice Schuhmann

<https://www.maurice-schuhmann.de>

CM: Théories de la démocratie

- La social-démocratie et la démocratie chrétienne -

Bonjour à tous !

Depuis notre dernière séance, les élections américaines ont eu lieu - et malheureusement, tous nos cauchemars se sont réalisés, voire même dépassés. Avec un certain cynisme, on peut tout de même dire que ce qui se passera aux États-Unis dans les années à venir - et comment cette démocratie se développera ou dans quelle mesure les institutions démocratiques seront suffisamment consolidées pour pouvoir contrer les tendances antidémocratiques du président et de son cabinet - sera un sujet de recherche intéressant. L'élection de Donald Trump et l'attribution de certains postes à des personnes comme Elon Musk, par exemple, devraient également soulever d'autres questions qu'il conviendra d'aborder directement ou indirectement lors des prochaines séances - par exemple en ce qui concerne la soi-disant démocratie médiatique.

Concernant les formalités : pour ceux qui ont besoin d'une révision - quelle qu'en soit la raison - il y aura probablement une révision le 15 janvier dans l'après-midi. J'attends encore la confirmation de l'administration locale. L'examen en lui-même est prévu pour durer deux heures, mais vous n'aurez certainement pas besoin de deux heures. Je demande à ceux qui ont droit à du temps supplémentaire de me contacter par e-mail à l'avance afin que je puisse en tenir compte. Je délimiterai les thèmes exacts lors de la prochaine réunion. Mais venons-en aux contenus d'aujourd'hui.

Le contenu de la séance d'aujourd'hui est divisé en deux parties. D'une part, nous nous pencherons sur la social-démocratie, d'autre part sur la démocratie chrétienne en tant que deux courants particuliers au sein du spectre démocratique. Il s'agit dans les deux cas de courants démocratiques qui se distinguent à la fois de la tradition libérale et de la tradition socialiste - et qui proclament une forme de troisième voie. Il convient toutefois de procéder à une première délimitation - il existe des

recoupements partiels entre le libéralisme de gauche et la social-démocratie. Les deux courants - social-démocratie et libéralisme de gauche - associent des idées de liberté originellement libérales à une politique sociale.

L'approche de ce thème pose deux défis -

a) les deux courants sont plus proches des courants des partis que des réflexions politico-philosophiques classiques, c'est-à-dire qu'ils se nourrissent davantage de la pratique politique que de réflexions essentiellement philosophiques

b) le courant de la Démocratie chrétienne est relativement jeune et ne dispose pas à proprement parler de « documents fondateurs » tels que nous les connaissons peut-être pour d'autres courants.

Le choix d'une chanson a été un peu plus difficile cette fois-ci, non pas par manque de chansons, mais parce que le choix était trop vaste. Au départ, je voulais choisir une chanson ouvrière classique, mais j'ai finalement opté pour une chanson de John Lennon : « Working Class Hero ».

<https://www.youtube.com/watch?v=K7fEPKODGXY>

Pour la Démocratie chrétienne, CHATGPT m'a également déçu en me proposant à nouveau « Imagine » ou « Heal the world » de Michael Jackson.

Les concepts centraux sont aujourd'hui :

- Démocratie sociale, socialisme démocratique et démocratie socialiste.
- La démocratie chrétienne.

Aujourd'hui, les théoriciens sont quelque peu relégués au second plan. Certes, une série de théoriciens sont nommés - entre autres Anthony Giddens, Rosa Luxemburg ou Eduard Bernstein, mais il y a peu de textes de base pertinents qui permettent de dégager les points de vue spécifiques sur la démocratie. Les connaissances les plus probables aujourd'hui sont celles de :

- Eduard Bernstein
- Anthony Giddens

à emporter avec vous.

Commençons tout d'abord par l'examen de la social-démocratie.

[La social-démocratie]

« Ce qu'il en est du chien de feu, je le sais.

Je sais maintenant ce qu'est le feu, et je sais aussi ce que sont les diables de renversement dont les vieilles femmes ne sont pas les seules à se méfier. ne craignent pas ». (Nietzsche, Ainsi parlait Zarathoustra)

Le terme de « chien de feu » utilisé ici par Nietzsche est une allusion à la social-démocratie contemporaine - et le passage peut donc être lu comme une critique de la social-démocratie. Il se moque ici du réformisme de la social-démocratie, qui parle certes encore de renversement à l'époque, mais qui s'est en fait déjà libérée depuis longtemps des rêves de révolution de son héritage socialiste.

Le concept de social-démocratie est né en Allemagne au XIXe siècle. La première expression de la social-démocratie est le parti fondé par Ferdinand Lassalle, l'Allgemeine Deutsche Arbeiterverein (ADAV), qui, avec le Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei (SDAP) d'August Bebel et Wilhelm Liebknecht, fondé en 1869, est considéré comme le précurseur de l'actuel Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD). Les deux partis ont fusionné en 1875 pour former le Sozialistische Arbeiter Partei Deutschlands (SAP), qui a ensuite été rebaptisé Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD).

Les programmes de ces partis ont été très critiqués par Karl Marx (critique du programme de Gotha) et par Friedrich Engels (critique du programme d'Erfurt). Les critiques rédigées à ce sujet sont, avec le Manifeste communiste, les textes les plus importants de Marx sur la question des partis ouvriers. En même temps, il n'y a pas de réflexion sur les questions concrètes de la démocratie.

En France, il a fallu attendre 1969 pour qu'un parti « purement » social-démocrate soit créé, le Parti socialiste (PS), qui est arrivé au pouvoir en 1980 sous la direction de François Mitterrand. La série « Baron Noir », avec Kad Merat dans le rôle principal, offre une approche possible pour une campagne présidentielle réussie du PS.

Avant d'en venir au concept concret, je pense qu'il est judicieux de distinguer la « social-démocratie », le « socialisme démocratique » et la « démocratie socialiste » les uns des autres.

[Définitions :]

La social-démocratie :

« tendance de parti politique née au sein du mouvement ouvrier au XIXe siècle, qui cherche à mettre en œuvre les principes à la fois du socialisme et de la démocratie ».

respectivement :

« La social-démocratie est un mouvement politique qui s'engage pour la justice sociale, l'égalité des chances et le développement de l'État-providence, tout en reconnaissant les principes de la démocratie et du capitalisme. Cette idéologie souligne l'importance des réformes pour réduire les inégalités sociales tout en favorisant le développement économique. En Europe et dans de nombreuses autres parties du monde, la social-démocratie a marqué de son empreinte de nombreux partis politiques et a été à l'origine de changements sociaux importants ».

Ces deux éléments sont des définitions classiques de la social-démocratie, telles qu'on les trouve dans les ouvrages de référence.

De manière générale, ce courant est marqué par le marxisme classique. Le terme est apparu au milieu du 19e siècle. Le programme d'Erfurt de Karl Kautsky et le programme de Gotha de Lassalle, qui a été soumis à une critique radicale par Karl Marx, sont considérés comme l'un des premiers écrits programmatiques de la social-démocratie internationale. Leur naissance remonte à l'effondrement de la première Association internationale des travailleurs (AIT). Sa naissance fut une réaction directe à cette situation.

Dans le programme d'Eisenach d'août 1869, l'un des textes programmatiques les plus importants dans l'histoire du SPD, on retrouve une idée centrale pour la social-démocratie - le lien entre l'émancipation économique et politique de la classe ouvrière :

« La liberté politique est la condition la plus indispensable de l'émancipation économique des classes laborieuses. La question sociale est donc inséparable de la question politique, la solution de la première est liée à la solution de la seconde, et elle n'est possible que dans un état démocratique ».

C'est l'un des rares points qui se réfère très concrètement à la notion de démocratie. En même temps, cela fait déjà apparaître un aspect que nous connaissons également de la démocratie des conseils et de certaines formes de démocratie participative - la démocratisation d'autres niveaux de la société au-delà du niveau purement politique - à savoir l'économie.

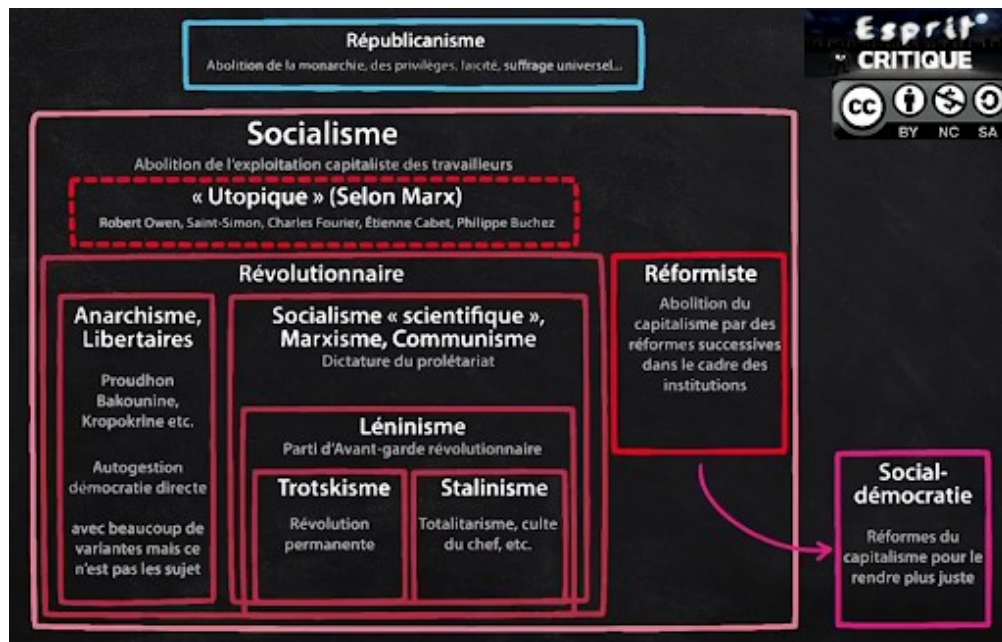
Marx et Engels ont soumis les premiers programmes de la social-démocratie à une critique fondamentale, mais ils n'ont pas traité cet aspect central.

Pendant longtemps, le terme « social-démocratie » a également été assimilé au socialisme - par exemple chez V. I. Lénine - par opposition au communisme postulé - et aujourd'hui en France au PS. Cette assimilation a également contribué à une dilution de la terminologie.

Historiquement, la social-démocratie est certes issue du socialisme et désigne un courant réformiste qui ne vise plus le dépassement du capitalisme mais un équilibre social au sein du capitalisme, mais elle n'est pas nécessairement synonyme de socialisme.

Dans le « Politisches Wörterbuch » (« Dictionnaire politique ») de la RDA, on peut lire ce qui suit à propos du courant de la social-démocratie :

« [La social-démocratie est une] variété spécifique d'idéologie et de politique bourgeoise et impérialiste, pratiquée par les dirigeants sociaux-démocrates de droite et correspondant à l'alternance de → l'impérialisme et de → l'opportunisme ».



Ce graphique vous permet de bien comprendre la naissance de la social-démocratie.

Cette critique, formulée en RDA, est idéologiquement fondée, mais ne tient pas compte du fait que le parti dominant - le Sozialistische Einheitspartei (SED) - est né d'une fusion entre le parti social-démocrate et le parti communiste.

Le prochain grand concept est celui de socialisme démocratique.

Socialisme démocratique : dans son projet de programme pour la Ligue des communistes de novembre 1847 (un avant-projet du Manifeste communiste de 1848), Friedrich Engels qualifiait certains représentants du socialisme primitif de « socialistes démocratiques et bourgeois » - les exemples nominatifs sont Louis Blanc, Pierre-Joseph Proudhon et Wilhelm Weitling. Comme les communistes, ils aspirent à surmonter la misère et à abolir la société de classes, mais se contentent d'une constitution démocratique de l'Etat et de quelques réformes sociales subséquentes. C'est

pourquoi des alliances pratiques pour des étapes partielles communes sont nécessaires, tout comme une discussion avec eux sur des mesures plus poussées vers le communisme.

L'expression « socialisme démocratique » est devenue courante à partir de 1920 environ, suite à la scission du mouvement ouvrier européen qui s'était produite entre-temps. Elle visait à distinguer le réformisme de la social-démocratie, c'est-à-dire la démocratisation progressive de tous les secteurs de la société dans le cadre d'une démocratie pluraliste, du marxisme-léninisme inspiré par les partis communistes.

Le troisième grand concept est celui de la démocratie socialiste.

Démocratie socialiste : ce terme dépend de la situation. Tantôt il désigne le système des conseils, tantôt il est synonyme de social-démocratie. Michel Winock a défini le terme comme suit :

« La démocratie socialiste, quels que soient ses moyens, s'affirme universelle, en ce sens qu'elle doit être une démocratie politique, économique et sociale ».

Tout bien considéré, ce terme, en raison de ses multiples usages, n'est donc pas approprié pour la suite de nos réflexions.

Revenons donc à la social-démocratie.

De manière générale, ce que Wilhelm Liebknecht prostrait s'applique à la social-démocratie.

Wilhelm Liebknecht, l'un des pères fondateurs de la social-démocratie, s'exprimait déjà en 1869 sur le lien entre « démocratie » et « socialisme » :

"Le socialisme et la démocratie ne sont pas la même chose, mais ils ne sont qu'une expression différente de la même idée fondamentale ; ils vont l'un vers l'autre, se complètent, ne peuvent jamais être en contradiction l'un avec l'autre. [...] L'État démocratique est la seule forme possible de société organisée de manière socialiste. [...] C'est parce que nous avons compris le caractère indissociable de la démocratie et du socialisme que nous nous appelons sociaux-démocrates ».

Le social-démocrate allemand Eduard Bernstein écrit dans « Socialisme théorique et social-démocratie pratique » sur la relation entre démocratie et socialisme :

"Qu'est-ce que la démocratie ?

La réponse à cette question semble très simple, et à première vue, on pourrait la considérer comme étant la traduction de « gouvernement du peuple ». Mais une brève réflexion nous dit que ce n'est là qu'une définition tout à fait extérieure et purement formelle, alors que presque tous ceux qui utilisent aujourd'hui le mot démocratie y voient plus qu'une simple forme de domination. Nous nous rapprocherons beaucoup plus de la chose si nous nous exprimons négativement et si nous traduisons démocratie par absence de domination de classe, comme désignation d'un état social où aucune classe ne jouit d'un privilège politique par rapport à l'ensemble de la population. On explique ainsi pourquoi une corporation monopoliste est en principe antidémocratique. Cette explication négative a en outre l'avantage de laisser moins de place que le mot gouvernement populaire à l'idée de l'oppression de l'individu par la majorité, qui répugne absolument à la conscience moderne. Nous trouvons aujourd'hui « antidémocratique » l'oppression de la minorité par la majorité, alors qu'elle était à l'origine considérée comme tout à fait compatible avec le gouvernement populaire. Pour la conception actuelle, le terme de démocratie renferme justement une idée de droit : l'égalité des droits de tous les membres de la communauté, et c'est à cela que se limite la domination de la majorité, ce à quoi se résume dans chaque cas concret la domination populaire. Plus elle est naturalisée et domine la conscience générale, plus la démocratie devient synonyme du plus haut degré possible de liberté pour tous ».

On retrouve ici les critères classiques de ce que nous avons appris à connaître sous le nom de démocratie (libérale). Celle-ci est considérée comme le fondement.

Il poursuit :

« Cependant, la démocratie et l'absence de lois ne sont pas une seule et même chose. Ce n'est pas par l'absence de toutes les lois que la démocratie peut se distinguer des autres systèmes politiques, mais seulement par l'absence de lois qui créent ou approuvent des exceptions fondées sur la propriété, la filiation et la confession, non par l'absence totale de lois qui limitent les droits des

individus, mais par l'abrogation de toutes les lois qui limitent l'égalité juridique générale, le droit égal de tous. Si la démocratie et l'anarchie sont des choses tout à fait différentes, c'est ou ce serait un jeu conceptuel de mauvais goût, qui fait perdre toute distinction, que d'appliquer des expressions comme despotisme, tyrannie,... uniquement à la démocratie en tant que constitution sociale, parce que les décisions sont prises à la majorité et qu'il est demandé à chacun d'accepter la loi votée par la majorité. Certes, la démocratie n'est pas un rempart absolu contre les lois perçues comme tyranniques par les individus. Mais à notre époque, il y a une certitude presque absolue que la majorité d'une communauté démocratique ne fera pas de loi qui porte durablement atteinte à la liberté individuelle, car la majorité d'aujourd'hui peut toujours devenir la minorité de demain et toute loi qui opprimerait les minorités menacerait les membres de la majorité temporaire eux-mêmes ».

Le lien entre socialisme et démocratie, déjà évoqué par Liebknecht, transparait également chez lui :

« La démocratie est en principe l'abolition de la domination de classe, si elle n'est pas encore l'abolition de fait des classes. On parle du caractère conservateur de la démocratie, et dans une certaine mesure à juste titre. L'absolutisme ou le semi-absolutisme trompe ses porteurs comme ses adversaires sur l'étendue de leurs capacités. D'où, dans les pays où il règne ou où ses traditions subsistent encore, les plans survolés, le langage forcé, la politique en zigzag, la crainte du renversement et l'espoir de l'oppression. Dans la démocratie, les partis et les classes qui les soutiennent apprennent vite à connaître les limites de leur pouvoir et à ne se fixer à chaque fois que ce qu'ils peuvent raisonnablement espérer faire passer en fonction des circonstances. Même s'ils poussent leurs exigences un peu plus loin qu'ils ne l'entendent sérieusement, afin de pouvoir renoncer à l'inévitable compromis - et la démocratie est l'école supérieure du compromis -, ils le font avec modération. Ainsi, en démocratie, même l'extrême gauche apparaît le plus souvent sous un jour conservateur, et la réforme, parce qu'elle est plus régulière, plus lente qu'elle ne l'est en réalité. Mais sa direction est pourtant indéniable ».

Il dit également quelques mots sur le fonctionnement :

« Le droit de vote de la démocratie fait virtuellement de son titulaire un associé de la communauté, et cette association virtuelle doit à la longue conduire à une association effective. Avec une classe ouvrière peu développée en nombre et en formation, le suffrage universel peut longtemps apparaître comme le droit d'élire le « boucher » lui-même, mais avec le nombre et la connaissance des ouvriers, il devient l'instrument pour transformer les représentants du peuple de maîtres en véritables serviteurs du peuple. Si les ouvriers anglais votent pour les membres des anciens partis lors des élections législatives et apparaissent ainsi formellement comme la queue des partis bourgeois, c'est bien plus cette « queue » qui fait vaciller la tête dans les circonscriptions industrielles que l'inverse. Sans compter que l'extension du droit de vote de 1884, associée à la réforme des représentations communales, a permis à la social-démocratie anglaise d'obtenir le droit de cité en tant que parti politique.

Mais le suffrage universel n'est qu'un morceau de démocratie, même s'il doit à la longue attirer les autres à lui, comme l'aimant attire à lui les morceaux de fer éparpillés. Cela se passe plus lentement que certains le souhaiteraient, mais c'est néanmoins en cours. Et la social-démocratie ne peut pas mieux promouvoir cette œuvre qu'en se plaçant sans réserve, même dans la doctrine, sur le terrain du suffrage universel, de la démocratie, avec toutes les conséquences qui en découlent pour sa tactique ».

Sa conclusion était la suivante:

Et la conclusion de ces déclarations est l'affirmation très banale selon laquelle la lutte pour la démocratie, la formation des organes politiques et économiques de la démocratie sont la condition préalable indispensable à la réalisation du socialisme.

J'ai choisi ici Eduard Bernstein parce qu'il cite avec vivacité les idées fondamentales de la social-démocratie et comme l'un des représentants les plus importants de la social-démocratie classique, qui d'une part était un révisionniste de la social-démocratie classique et d'autre part appartenait également à l'aile gauche du parti.

Avançons de quelques décennies - jusqu'à un penseur qui ne peut en aucun cas être considéré comme socialiste, mais qui, à certains égards, a tiré des conclusions similaires.

Joseph Schumpeter a décrit le socialisme démocratique, c'est-à-dire la social-démocratie dans ce contexte, dans son ouvrage « Capitalisme, socialisme et démocratie » (1942) comme une transition

démocratique sans révolution ni violence du capitalisme au socialisme. Il retrace un peu l'histoire du socialisme - en mettant l'accent sur celle de la social-démocratie allemande - et aborde les idées de Karl Marx. Dans le quatrième chapitre – « Socialisme et démocratie » – il commente la relation entre démocratie et socialisme :

„Socialism in being might be the very ideal of democracy. But socialists are not always so particular about the way in which it is to be brought into being. The words Revolution and Dictatorship stare us in the face from sacred texts, and many modern socialists have still more explicitly testified to the fact that they have no objection to forcing the gates of the socialist paradise by violence and terror which are to lend their aid to more democratic means of conversion.“

« Le socialisme actuel pourrait être l'idéal même de la démocratie. Mais les socialistes ne sont pas toujours aussi pointilleux sur la manière dont cela doit être réalisé. Les mots Révolution et Dictature nous frappent en face dans des textes sacrés, et de nombreux socialistes modernes ont témoigné plus explicitement encore du fait qu'ils n'ont aucune objection à forcer les portes du paradis socialiste par la violence et la terreur qui doivent prêter leur concours à des moyens de conversion plus démocratiques. »

En général, il comprenait la démocratie dans le sens d'une démocratie compétitive. Il a décrit la démocratie comme une «[...] compétition pour le leadership politique [...]».

La social-démocratie en tant que mouvement est basée sur Manfred G. Schmidt (« Demokratietheorien – Eine Einführung ») :

« [La social-démocratie] mesure la démocratie non seulement par les possibilités de participation et par le contrôle des personnes au pouvoir par ceux qu'ils gouvernent, mais aussi par les résultats matrimoniaux, en particulier pour les membres les plus faibles d'une société. »

Concrètement, cela signifie que la social-démocratie prend en compte le niveau économique par rapport à la démocratie. Cette préoccupation se traduit par une focalisation sur le bien commun et la répartition juste ou plus équitable des biens économiques afin de permettre à chacun de participer adéquatement à la démocratie. La théorie libérale-démocrate en tant que telle n'est pas remise en question – mais est simplement complétée par une composante sociale, tandis que l'ordre économique libéral – et plus tard le néolibéralisme – est également remis en question.

Il y a des chevauchements occasionnels avec le communisme de conseil. Les deux mouvements s'engagent en faveur de la démocratisation de l'économie, qui résulte également de la participation des travailleurs dans les entreprises. Cependant, ces courants diffèrent dans leur finalité ultime et également par rapport à la question de la séparation des pouvoirs. Alors que la démocratie de conseil remettait cela en question, la social-démocratie considère que cela fait partie de la démocratie.

En général, la social-démocratie se caractérise par deux aspects : d'une part, l'idée d'une troisième voie et, d'autre part, par l'expansion de la démocratie, c'est-à-dire la démocratisation de la société.

Le mouvement est associé à un certain nombre d'auteurs. Les auteurs classiques et fondamentaux comprennent :

- Ferdinand Lassalle
- August Bebel
- Wilhelm Liebknecht
- Eduard Bernstein
- Karl Kautsky
- Rosa Luxemburg
- Clara Zetkin

Kautsky et Luxemburg peuvent également être considérés comme des représentants de la démocratie de conseil. Seuls quelques-uns sont pertinents pour le discours démocratique général. L'ouvrage d'August Bebel « Die Frau im Sozialismus » (« La femme et le socialisme ») et les articles de la militante social-démocrate Clara Zetkin, peu reçus en France, sont certainement intéressants, notamment en ce qui concerne les droits des femmes.

En ce qui concerne le discours francophone, on pourrait également citer Jean Jaurès qui, malgré son importance générale pour le discours français, a peu de signification pour le mouvement social-démocrate international. Les textes de Jaurès sur la social-démocratie sont plus d'ordre pratique que théorique - par exemple "Études socialistes", plus précisément le texte : LE SOCIALISME ET LES PRIVILÉGIÉS.

[La social-démocratie aujourd'hui]

L'une des grandes questions est certainement de savoir si nous avons encore aujourd'hui une social-démocratie au sens classique du terme. Il ne s'agit pas d'une question polémique, mais d'une question qui découle simplement du développement de la social-démocratie dans les années 1990 et au début des années 2000. A cette époque, le concept de New Labour, associé au nom du Premier ministre Tony Blair, émergeait en Grande-Bretagne, qui représentait une adaptation des approches sociales-démocrates classiques à l'air du temps et jetait également par-dessus bord certains éléments fondamentaux de la social-démocratie. . Nous le savons également en Allemagne, où l'alliance entre la social-démocratie et les syndicats a été rompue en raison de la politique sociale orientée vers le New Labour du gouvernement fédéral alors dirigé par les sociaux-démocrates. Le contexte était l'introduction du « Hartz IV », une sorte de version plus stricte des allocations de chômage, qui s'est accompagnée de nombreuses représailles contre les chômeurs - et a conduit à de grandes protestations - non seulement de la part des syndicats. Le chancelier fédéral de l'époque, Gerhard Schröder, était surnommé « le camarade des patrons ». Il est aujourd'hui fonctionnaire en Russie et considère Poutine comme un bon ami. Cela a entraîné une scission en Allemagne, qui a ensuite fusionné avec le Partei des demokratischen Sozialismus (Parti du socialisme démocratique) (PDS), le parti successeur du SED. Aujourd'hui, ce parti s'appelle La Gauche et risque de sombrer dans l'insignifiance, tout comme le Freie Demokratische Partei (Parti libéral-démocrate) (FDP).

Le troisième grand terme est : New Labour.

New Labour : terme désignant la position adoptée par le Premier ministre britannique Tony Blair dans les années 1990. Il s'agit d'un renouveau de la social-démocratie classique basée sur la théorie politico-sociologique du britannique Anthony Giddens, que nous avons déjà évoquée lors de la séance sur la démocratie participative. Il avait présenté ses idées dans le volume « La troisième voie : le renouveau de la social-démocratie ».

Giddens a présenté une troisième voie – contrairement à la troisième voie de la social-démocratie classique, comme une troisième voie entre le néolibéralisme et la social-démocratie classique. Cela se produit également dans le contexte d'une mondialisation croissante, à laquelle la social-démocratie doit réagir. L'État-providence devrait changer – vers un État-providence activateur qui repose davantage sur la responsabilité personnelle et l'activation des chômeurs.

L'État a un rôle régulateur. Son objectif est de créer une nouvelle relation de collaboration entre l'État, les entreprises et la société civile.

La politique du New Labour, également représenté par le SPD en Allemagne, repose sur ce concept.

[Conclusion intermédiaire]

De manière générale, on peut affirmer que la social-démocratie est née comme un mouvement politique du socialisme au XIXe siècle et a connu une certaine révision à la fin du XXe siècle.

La social-démocratie attache une importance particulière à l'État-providence, considéré comme une condition préalable au bon fonctionnement d'une démocratie. La démocratie est considérée non seulement comme un aspect de la politique, mais aussi comme un aspect de l'économie ou des conditions économiques.

La social-démocratie – à l'instar de la démocratie participative et de conseil – suppose une démocratisation de la société qui s'étend au-delà de la sphère purement politique. Contrairement à la démocratie de conseil, les acquis libéraux tels que la séparation des pouvoirs ne sont pas remis en question.

Venons-en maintenant à la démocratie chrétienne qui, comme la social-démocratie, est un concept de troisième voie.

[Démocratie chrétienne]

Voici un clip publicitaire des Démocrates-Chrétiens français :

<https://www.facebook.com/watch/?v=941353769607611>

Comme je n'ai pas trouvé de chanson convenable, j'ai pensé que celle-ci ferait l'affaire. Il était difficile de retrouver les anciennes publicités électorales des partis chrétiens-démocrates.

Le concept de démocratie chrétienne peut être démontré pour la première fois au cours de la Révolution française. L'expression « Démocratie chrétienne » est apparue pour la première fois dans un discours d'Antoine-Adrien Lamourette à l'Assemblée nationale législative à Paris le 21 novembre 1791. Elle était alors destinée à un mouvement religieux et n'avait aucune implication politique. Cela est venu plus tard, avec les révolutions de 1848 en Europe, puis à partir du début du

XIXe siècle. A cette époque, ce mouvement était principalement soutenu par l'Église catholique. Il existe également des influences protestantes isolées, mais celles-ci sont moins claires ou moins frappantes.

De manière générale, ce mouvement peut être compris comme un mouvement de pensée fondé sur des principes démocratiques en conjonction avec les valeurs fondamentales de l'éthique sociale et sociétale chrétienne.

Les aspects centraux de ce courant, que l'on peut qualifier de conservateur, sont :

- Famille
- Ville natale
- Propriété
- Bien commun
- équilibre social

De manière générale, des recoupements avec la social-démocratie peuvent également être trouvés ici - par exemple en ce qui concerne l'équilibre social et le rejet du néolibéralisme et du socialisme classique.

Après 1945, le sens change. Dès lors, ce terme est utilisé pour désigner les partis chrétiens nouvellement fondés ou refondés, comme le Mouvement Républicain Populaire (MRP) en France, c'est-à-dire que lorsqu'on parle aujourd'hui de démocratie chrétienne, on fait généralement référence à la politique partisane du parti concerné. partis - et moins à la structure de la pensée philosophico-théorique.

La fin de la Seconde Guerre mondiale a également marqué un tournant important, car pendant longtemps l'Église catholique n'a pas pu se résoudre à s'engager politiquement en faveur de la démocratie comme forme de gouvernement. Auparavant, c'était difficile de faire cela.

À ce stade, je voudrais préciser une fois de plus que je ne parle pas des catholiques en soi, mais plutôt de la position du Vatican.

Vous connaissez peut-être la proximité du pape Pie XI. aux régimes fascistes et nationaux-socialistes de la première moitié du XXe siècle, c'est-à-dire que le lien entre l'orientation chrétienne

- c'est-à-dire l'orientation catholique - et la démocratie n'était pas présent dès le départ. Pendant longtemps, les efforts libéraux et sociaux-démocrates ont été considérés comme contradictoires avec les dogmes de l'Église.

Contrairement à la théorie libérale ou social-démocrate-démocrate, il n'existe pas de textes fondateurs explicites pour ce mouvement. Dans les ouvrages de référence en science politique, le père de l'Église Thomas d'Aquin est parfois mentionné comme l'un des précurseurs et il est régulièrement fait référence aux encyclopédies sociales du Vatican. Dans ce contexte, il est un peu plus difficile d'appréhender ce sujet. Le philosophe et théologien Thomas d'Aquin, l'un des pères de l'Église ; avec son œuvre « La Cité de Dieu » offre peu de points de référence pour un discours moderne sur la démocratie et les encyclopédies sociales sont également plutôt vagues.

Le point de départ de l'enseignement social moderne fut l'encyclique « Rerum Novarum » (1891) du pape Léon XIII. C'était une contribution catholique à la question sociale.

Le terme question sociale englobe les problèmes sociaux apparus au XIXe siècle à la suite de la révolution industrielle. Il s'agissait notamment de la pauvreté, du manque de logements, du chômage et de conditions de travail misérables. C'est aussi le point de départ de l'émergence de la social-démocratie.

Au fil du temps, il a été renouvelé et adapté - entre autres avec Quadragesimo anno (1931) du pape Pie XI, Mater et magistra (1961) du pape Jean XXIII. et Laborem exercens (1981) et Centesimus annus (1991) du pape Jean-Paul II. Les principes qui y sont énoncés sont considérés comme les fondements de la théorie démocrate chrétienne classique.

L'Église catholique a connu des moments difficiles en matière de démocratie. Le pape Pie IX s'était prononcé contre la démocratie dans son encyclopédie « Syllabus Errorum » (1864). Étaient spécifiques

- a) la critique de la laïcité et de la liberté religieuse
- b) la souveraineté populaire, puisque dans la compréhension catholique le plus haut souverain venait de Dieu
- c) le rejet du libéralisme et de l'autodétermination
- d) le rejet des droits et libertés modernes

au centre des critiques. Il y avait une contradiction perçue entre les principes fondamentaux de la foi catholique et les réalisations de la démocratie (libérale).

En 1965, dans le cadre du document conciliaire « Gaudium et spes » sous le pape Paul VI. La relation entre l'Église et la démocratie a été définie plus en détail. Le document affirme que la démocratie est la forme de gouvernement qui, selon sa structure, offre aux citoyens les conditions les plus favorables au développement des initiatives et de l'esprit communautaire. (Un chef d'État monarchique ne s'y opposera pas s'il ne légitime pas une forme de gouvernement autoritaire). L'Église ne soutient pas les modèles d'État autoritaires, surtout lorsqu'ils propagent des idéologies totalitaires. Ainsi, dans des situations spécifiques, les chrétiens peuvent aussi parvenir à des solutions politiques différentes, mais il faut maintenir un consensus de base (au sens de l'enseignement social catholique) dans un dialogue ouvert pour clarifier les questions.

Cela dit, par exemple :

„1. Il est pleinement conforme à la nature de l'homme que l'on trouve des structures politico-juridiques qui offrent sans cesse davantage à tous les citoyens, sans aucune discrimination, la possibilité effective de prendre librement et activement part tant à l'établissement des fondements juridiques de la communauté politique qu'à la gestion des affaires publiques, à la détermination du champ d'action et des buts des différents organes, et à l'élection des gouvernants. Que tous les citoyens se souviennent donc à la fois du droit et du devoir qu'ils ont d'user de leur libre suffrage, en vue du bien commun. L'Église tient en grande considération et estime l'activité de ceux qui se consacrent au bien de la chose publique et en assurent les charges pour le service de tous.“

L'Église (catholique) s'est ainsi engagée en faveur de la démocratie et a ouvert ses horizons vers les conditions mondiales. L'enseignement social catholique dans son ensemble repose sur les principes de personnalité, de solidarité et de subsidiarité et de bien commun.

Pape Léon XIII (1810-1903) Les avertissements et les revendications tentent de montrer une voie indépendante du libéralisme et du socialisme (→ Troisième voie). Surtout, la théorie socialiste de la propriété a été rejetée. L'implication de l'État dans la résolution des problèmes sociaux est considérée comme nécessaire. Cette « Magna Carta » des problèmes sociaux fonde la doctrine sociale catholique.

Nous parlons tout le temps du courant catholique de l'Église chrétienne. La raison en est que la démocratie chrétienne classique est issue du catholicisme. Aucun mouvement comparable n'a émergé dans l'Église protestante ou dans d'autres branches de l'Église catholique. La situation est similaire avec d'autres religions, par exemple – nous ne connaissons aucune « théorie démocratique juive » ou « théorie démocratique musulmane » comparable. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas et qu'il n'y a pas de courants démocratiques dans ces religions, mais ceux-ci ne se sont pas reflétés dans les structures des partis et dans un courant philosophique perçu dans le courant dominant.

Fait amusant : un des premiers socialistes français est considéré comme le précurseur de l'enseignement social catholique : Saint-Simon. Avec Charles Fourier et Robert Owen, Saint-Simon appartient au triumvirat classique du socialisme primitif, c'est-à-dire le socialisme pré-marxiste. Saint-Simon lui-même se considérait temporairement comme une réincarnation de Jésus-Christ.

En général, le socialisme non marxiste comprend un certain nombre de penseurs qui ont fait des références positives au christianisme - par exemple le socialiste allemand Wilhelm Weitling, fondateur de la Ligue des Justes, prédécesseur de la Ligue des communistes, ou l'anarchiste russe Léon Tolstoï ; dont l'anarchisme était basé sur le Sermon sur la Montagne.

Dans le même temps, la « démocratie chrétienne » est un nom courant pour les mouvements sociaux au sein de l'Église qui cherchaient à équilibrer la religion et la démocratie ou qui souhaitaient parvenir à un développement chrétien particulier de la démocratie. C'est l'autre sens, secondaire, du terme.

Une bonne définition, à mon avis, a été donnée par le théoricien conservateur du Vatican, Giuseppe Toniolo. Il définit la démocratie chrétienne comme suit :

„that condition of society in which the legal and economic factors, in the complete hierarchical development, are so harmonized that each in due proportion contributes its share towards the well-being of of the entire community and in such a manner that the greatest benefit of all is reaped by those classes situated at the bottom of the social structure.“

« cet état de société dans lequel les facteurs juridiques et économiques, dans un développement hiérarchique complet, sont si harmonisés que chacun, dans une proportion appropriée, contribue au

bien-être de la communauté entière et de telle manière que le plus grand bénéfice de tout est récolté par les classes situées au bas de la structure sociale. »

Cela indique également que l'harmonisation des conditions sociales, c'est-à-dire dans ce contexte économique, était d'une grande importance.

Malgré son importance générale dans les pays européens, les publications sur ce mouvement au sein de la science politique sont rares. Il y a une exception – Pierre Letamendia: La Démocratie chrétienne.

[Conclusion intermédiaire]

À certains égards, la démocratie chrétienne a des conditions de départ similaires à celles de la social-démocratie. Elle est apparue comme une réponse à la question sociale qui devenait plus aiguë en raison de l'industrialisation - et cherchait également une troisième voie entre le libéralisme et le socialisme. Contrairement à la social-démocratie de gauche, la démocratie chrétienne est un mouvement conservateur classique.

Sa base était l'enseignement social catholique, apparu dans la seconde moitié du XIXe siècle et qui avait également été anticipé par les premiers socialistes. La démocratie chrétienne elle-même est un produit de l'aile catholique.

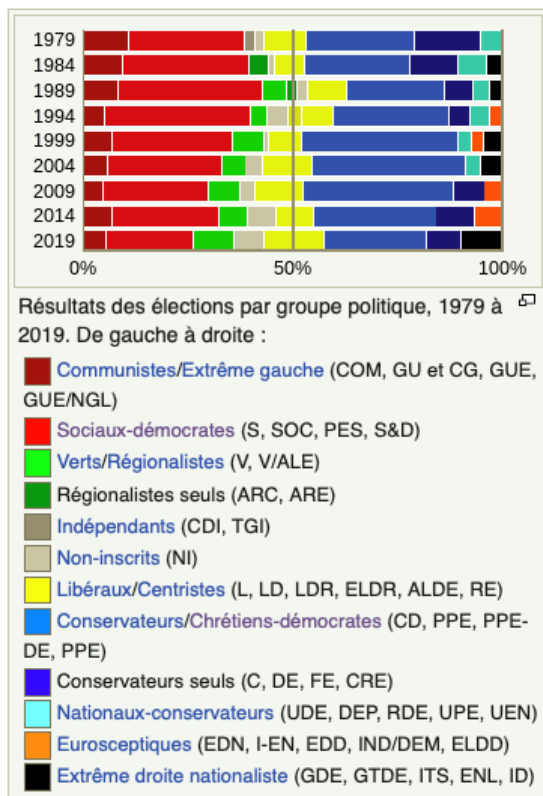
Pendant longtemps – jusque dans les années 1960 – l'Église catholique, et plus précisément le Vatican, a reconnu une relation floue ou problématique avec la démocratie.

[Signification politique]

Dans de nombreux pays européens, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates forment les deux principaux mouvements politiques. Pendant longtemps, par exemple, en Allemagne, les partis concernés ont été les deux grands partis populaires ou fourre-tout.

D'un côté, on voit les partis démocrates-chrétiens en bleu et les partis sociaux-démocrates en rouge. Il existe également en partie des partis communistes rouge foncé qui relèveraient probablement idéologiquement de la social-démocratie classique.

Ils constituent des piliers importants dans le spectre idéologique du système de partis.



[Conclusion]

Les premiers partis d'orientation démocrate-chrétienne sont apparus en Europe vers 1830. En France, les premiers partis d'orientation idéologique n'ont vu le jour que dans la première décennie du XXe siècle. Ils ont généralement tendance à appartenir au camp bourgeois et conservateur.

Les partis sociaux-démocrates sont apparus quelques décennies plus tard, dans la seconde moitié du XIXe siècle, à l'origine en Allemagne. La social-démocratie allemande est également devenue un modèle important pour la social-démocratie française. Dans les écrits par exemple de Jean Jaurès, fondateur du quotidien L'Humanité et socialiste de renom, on trouve de nombreuses références à la social-démocratie allemande. Dans les années 1990, il y a eu une sorte de renouveau de la social-démocratie classique – sous le nom de « New Labour ». À l'heure actuelle, on peut constater dans le spectre européen que nous sommes confrontés à une dichotomie. Certains partis de gauche en Europe représentent des politiques qui peuvent encore être considérées comme sociales-démocrates classiques, tandis que d'autres représentent le concept du New Labour basé sur les idées d'Anthony Giddens.

Entre-temps, c'est-à-dire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ces deux tendances politiques constituent les principaux piliers de nombreux systèmes de partis européens et, par exemple, dans les pays d'Amérique du Sud. Aux États-Unis et dans d'autres régions du monde, ces phénomènes sont toutefois moins prononcés.

En ce qui concerne la formation des théories, il est frappant de constater qu'en matière de démocratie chrétienne, aucune référence à des théoriciennes féminines ne figure dans les dictionnaires spécialisés - et en matière de social-démocratie, il n'y a qu'une seule femme sur une vingtaine de pères fondateurs de la démocratie chrétienne. La social-démocratie, à savoir Rosa Luxemburg - et ce, même si la question dite des femmes a été mise en lumière au plus tard avec l'ouvrage fondamental d'August Bebel « La femme dans le socialisme ». On pourrait peut-être évoquer ici Clara Zetkin, qui a également reçu de nombreuses distinctions en France.

Merci pour votre attention !

Littérature :

August Bebel : *La femme et le socialisme*,

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k815514.texteImage>.

Eduard Bernstein : *Socialisme théorique et social démocratie pratique*,

<https://archive.org/details/socialismethor00bernuoft/page/n9/mode/2up>

Anthony Giddens : *La troisième voie : le renouveau de la social-démocratie*, Editions du Seuil Paris 2002.

Karl Marx et Friedrich Engels : *Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales Paris 1950.

Jean Jaurès : *Les origines du socialisme allemand*, Maspero Paris 1959.

Friedrich Nietzsche : *Ainsi parlait Zarathoustra*, Flammarion Paris 1983.

Papst Leo XIII. : *Rerum Novarum*,

https://www.vatican.va/content/leo-xiii/fr/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_15051891_rerum-novarum.html

Papst Paul VI. : *Gaudium et Spes*,

https://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_cons_19651207_gaudium-et-spes_fr.html

Manfred G. Schmidt : *Demokratiethorien – Ein Einführung*, VS Verlag für Sozialwissenschaften Wiesbaden 2000.

Joseph Schumpeter : Capitalisme, Socialisme et Démocratie,

https://classiques.ugam.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme.html

Michel Winock : Le socialisme en France et en Europe XIXe – Xxe siècle, Seuil Paris 1992.

Clara Zetkin : La lutte pour la libération des femmes,

<http://www.particomuniste.be/index.php/notre-parti/29-acjj/124-la-lutte-pour-la-liberation-des-femmes>.

**

Avertissement concernant le copyright : ce manuscrit est réservé aux participants du Cours Magistral susmentionné. Toute diffusion à des tiers nécessite l'autorisation de l'auteur lui-même.

Contact pour les demandes de renseignements : maurice.schuhmann@mailbox.org.

**